Études économiques et financières

Perspectives économiques régionales

Mise à jour

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

MAI 18

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Remerciements

La *Mise à jour des Perspectives économiques régionales* de la région du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord, de l'Afghanistan et du Pakistan est publiée chaque printemps par le département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI (MCD). L'analyse et les projections contenues dans ce rapport font partie intégrante de la surveillance de l'évolution et des politiques économiques des 32 pays membres qui relèvent du département, et reposent sur les informations collectées par le département lors des consultations avec les pays.

L'analyse figurant dans ce rapport a été coordonnée sous la supervision générale de Jihad Azour (directeur du département). Le projet a été dirigé par Adnan Mazarei (directeur adjoint du département) et Allison Holland (chef de la division études régionales du département), avec l'aide de Martin Sommer. Les principaux contributeurs au rapport sont Boaz Nandwa, Juan Treviño, et Sebastian Herrador Guzman, qui a contribué aussi aux recherches.

Parmi les autres contributeurs figurent Magali Pinat, Gaëlle Pierre, et Peter Kunzel.

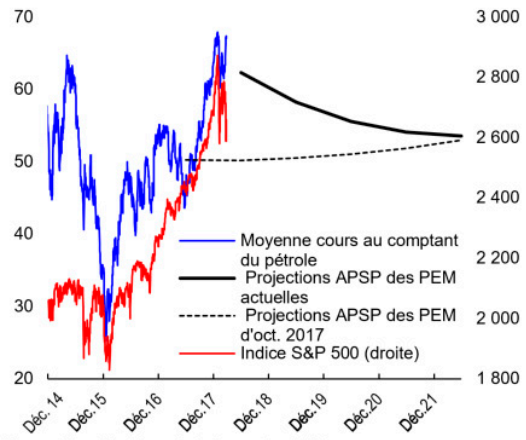
Imen Benmohamed, Majdi Debbich, Najla Farid Nakhle, et Mohammed Zaher ont relu les traductions, en coordination avec Yelena Eydinova.

L'aide à la recherche a été fournie par Gohar Abajyan. Le soutien administratif a été assuré par Esther George et Bianca Perez Alvarado. La mise en forme du rapport a été effectuée par Cooper Allen, en collaboration avec Linda Long, David Einhorn, et Lucy Morales, du département de la communication.

Implications de l'évolution de l'économie mondiale pour la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan[1]

La croissance mondiale, qui a continué de s'affermir au second semestre 2017, est désormais estimée à 3,8 % pour l'ensemble de l'année, un record depuis 2011 et 0,2 point de pourcentage au-dessus des projections établies dans les *Perspectives de l'économie mondiale* d'octobre 2017 (voir tableau). La croissance ***devrait poursuivre cette montée en puissance pour atteindre 3,9 % en 2018 et 2019***, soit 0,2 point de pourcentage de plus que prévu en octobre. Le raffermissement des perspectives pour la ***zone euro*** devrait bénéficier à la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP), en particulier aux importateurs de pétrole, grâce à une augmentation des exportations. La région devrait aussi profiter de l'amélioration marginale des perspectives pour la ***Chine***, un partenaire stratégique. Néanmoins, les perspectives mondiales impliquent également une ***hausse généralisée des taux d'intérêt*** dans le sillage de la normalisation de la politique monétaire dans les pays avancés. Cette tendance pourrait accentuer les vulnérabilités financières et resserrer les conditions de crédit dans la région MOANAP, d'autant plus si le risque de voir les conditions financières mondiales se resserrer davantage que prévu vient à se matérialiser.

APSP[1] pétrole brut et indice S&P 500
(Dollars/baril et indice des valeurs)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : APSP = moyenne cours au comptant du pétrole ; droite = échelle de droite ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale du FMI*.
[1] La moyenne des prix du Brent britannique, du Dubaï Fateh et du West Texas

Les aléas qui entourent les perspectives mondiales sont globalement équilibrés à court terme, mais ils présentent une nature baissière sur le moyen terme. Outre le risque de resserrement des conditions financières, le relèvement des droits de douane ou un glissement vers des politiques de repli pourrait porter préjudice au commerce international, ralentir la croissance mondiale et tasser les cours des produits de base, sans compter que la région reste exposée à un risque d'aggravation des tensions et conflits géopolitiques.

Les perspectives ***des cours du pétrole*** restent marquées par une grande incertitude, qui tient essentiellement aux doutes entourant l'offre. En forte progression au second semestre 2017, les cours du pétrole ont dépassé 65 dollars le baril en janvier, sous l'effet de l'amélioration des perspectives de la croissance mondiale, de la prolongation de l'accord OPEP+ (visant à limiter la production de pétrole jusqu'à la fin 2018), d'interruptions imprévues de la production et de tensions géopolitiques. Plus récemment, l'essor de la production du pétrole de schiste aux États-Unis a exercé un effet baissier sur les cours du pétrole. Au vu de ce contexte, les perspectives à moyen terme des cours du pétrole restent timides, malgré la révision à la hausse des projections pour 2018 et 2019 par rapport aux *Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* d'octobre 2017 (voir graphique).

Croissance du PIB réel, 2016–19

	2016	2017	2018	2019
Monde	3,2	3,8	3,9	3,9
MOANAP	4,9	2,6	3,4	3,7
Exportateurs de pétrole MOANAP	5,4	1,7	2,8	3,3
Dont : croiss. PIB non pétrolier	0,8	2,6	3,2	3,4
Importateurs de pétrole MOANAP	3,7	4,2	4,7	4,6

Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : MOANAP = Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan.

[1] Pour une étude plus exhaustive des perspectives mondiales, veuillez consulter les *Perspectives de l'économie* mondiale, le *Rapport sur la stabilité financière dans le monde* et le *Moniteur des finances publiques* d'avril 2018.

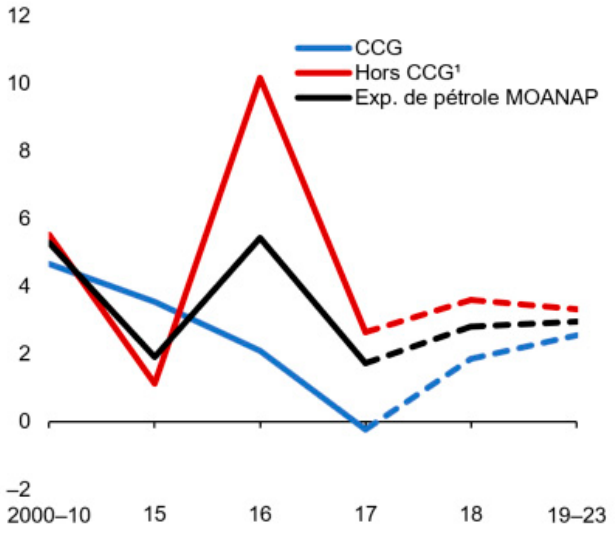
Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : le moment est venu d'accélérer les réformes

Après avoir touché son point le plus bas en 2017, la croissance économique des pays exportateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait s'accélérer en 2018–19. Cette tendance tient en grande partie à la reprise durable des activités non pétrolières, au moment où de nombreux pays temporisent leurs rééquilibrages budgétaires afin de soutenir la demande intérieure. Les aléas entourant les perspectives sont de nature baissière. Il s'agit de la possibilité d'un resserrement drastique des conditions financières dans le monde, de la montée des tensions commerciales et des pressions géopolitiques, alors même que les perspectives des cours du pétrole restent modérées et hautement incertaines. S'ils viennent à se matérialiser, ces risques pourraient exercer des pressions considérables sur les budgets et le financement dans de nombreux pays de la région, lesquelles pourraient mettre en péril le processus d'assainissement budgétaire et de reprise économique. Au vu de la faiblesse des perspectives de croissance sur le moyen terme, la nécessité d'accélérer le rythme des réformes structurelles prévues est plus évidente que jamais.

Ralentissement marqué en 2017

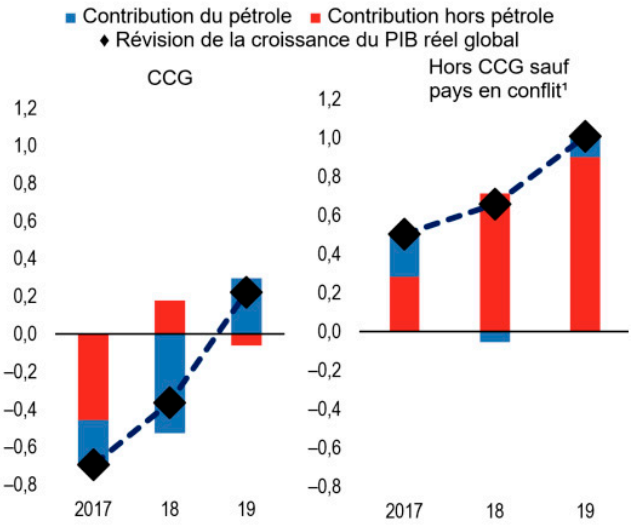
Après une pointe à 5,4 % en 2016, la croissance dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP a chuté à 1,7 % en 2017 (graphique 1.1). Si le tassement de l'activité économique a été aussi marqué, c'est que le ralentissement dans les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) a été plus fort que les prévisions établies dans les *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2017. Ce ralentissement a été compensé par les performances des pays hors CCG, qui ont quant à

Graphique 1.1
Croissance du PIB réel
(Pourcentage, moyenne simple d'une année à l'autre)



Source : calculs des services du FMI.
Note : CCG = Conseil de coopération du Golfe.
¹ Hors Libye et Yémen.

Graphique 1.2
Révision de croissance du PIB réel depuis oct. 2017
(Points de pourcentage)



Source : calculs des services du FMI.
Note : CCG = Conseil du coopération du Golfe.
¹ Hors Libye et Yémen.

elles dépassé les projections (graphique 1.2). Plus précisément,

- Dans les pays membres du CCG, le PIB global a fléchi de 0,2 % l'an dernier, l'Arabie saoudite ayant enregistré sa première contraction économique depuis 2009. Cette perte de vitesse s'explique essentiellement par l'effet de l'accord de limitation de production OPEP+, qui a plus que contrebalancé la reprise durable de la croissance non pétrolière dans la plupart des pays. Aux Émirats arabes unis et au Qatar, où la demande intérieure souffre du manque de confiance des consommateurs et des investisseurs, la croissance du PIB non pétrolier en 2017 s'est inscrite en baisse par rapport à l'année précédente. Au Bahreïn, plusieurs projets financés par le CCG ainsi que la bonne tenue des secteurs de la finance et de l'hôtellerie ont étayé un raffermissement de la croissance non pétrolière, ce qui a plus que compensé la baisse de la production de pétrole.

- Dans les pays exportateurs de pétrole ***non membres du CCG*** (hors Libye et Yémen), la croissance globale a atteint 2,6 % en 2017. En Iran, la croissance a nettement décéléré par rapport à 2016. De même, la croissance du PIB pétrolier y a été bien plus poussive que l'année précédente, ce qui a annulé l'effet de la reprise durable d'une activité non pétrolière épaulée par l'investissement public. En Algérie et en Iraq, l'affaiblissement de la croissance du PIB pétrolier entraînée par l'accord OPEP+ (ainsi qu'une demande européenne de gaz produit en Algérie inférieure aux prévisions) a été plus que contrebalancé par le redressement de l'activité non pétrolière.

- Dans les pays exportateurs de pétrole affectés par des ***conflits***, les résultats sur le plan de la croissance ont été contrastés. En Libye, l'augmentation de la production de pétrole a permis de dépasser les prévisions de croissance, ce qui a plus que compensé la baisse des dépenses publiques. Au Yémen en revanche, la contraction économique s'est révélée beaucoup plus prononcée que prévu en octobre, le pays continuant de payer la facture du conflit.

Reprise en 2018–19 sous l'effet de deux forces antagonistes

La croissance ayant atteint son niveau le plus bas en 2017 selon les estimations, les perspectives globales n'ont pas subi de changements majeurs par rapport au mois d'octobre. Malgré l'accélération prévue pour 2018–19, l'activité économique devrait demeurer faible sur le moyen terme par rapport à ses niveaux d'avant 2014 (graphique 1.1). Plus précisément, les projections font état d'une croissance globale de 2,8 % cette année et de 3,3 % en 2019 (contre 3,0 % et 2,7 % respectivement selon les prévisions d'octobre).

La croissance du PIB non pétrolier devrait atteindre 3,2 % cette année et 3,4 % en 2019, soit respectivement 0,7 et 0,4 point de plus que prévu en octobre. Ces changements reflètent deux forces antagonistes (graphique 1.2) :

- ***Les révisions à la hausse de la croissance du PIB non pétrolier en 2018 et 2019*** par rapport aux projections d'octobre dans plusieurs pays : selon les nouvelles prévisions, la décélération de l'activité économique au Bahreïn devrait être plus progressive en raison de l'achèvement attendu de projets d'investissement. D'autre part, la reprise devrait intervenir plus rapidement que prévu en Arabie saoudite (sous l'effet, entre autres, du ralentissement du rééquilibrage budgétaire, comme nous le verrons plus loin), en Algérie (grâce

essentiellement à l'augmentation des dépenses d'investissement) et en Iraq (conséquence des efforts de reconstruction).

- ***Les révisions à la baisse de la croissance du PIB pétrolier pour 2018*** dans la plupart des pays membres du CCG et en Iraq par rapport aux projections d'octobre : celles-ci tiennent à la baisse de la production de pétrole entraînée par la prolongation de l'accord OPEP+. Cette prorogation implique qu'en 2019, la croissance du PIB pétrolier connaîtra un redressement plus rapide que prévu en octobre, en particulier dans les pays membres du CCG.

Ajustement du rythme du rééquilibrage budgétaire

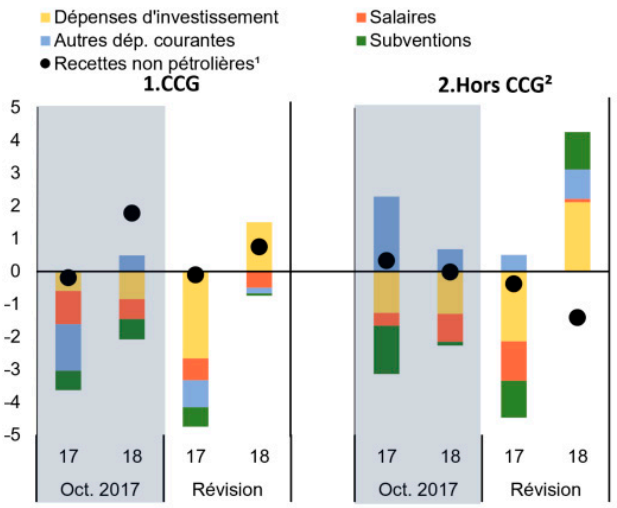
Les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP ont apporté quelques ajustements au ***rythme du rééquilibrage budgétaire*** (graphique 1.3). C'est ainsi qu'en 2017, le rééquilibrage en Arabie saoudite a été moins important que celui initialement chiffré dans le budget. En effet, l'augmentation des dépenses a été soutenue par des recettes non pétrolières qui ont dépassé les prévisions. Au Qatar, la marge de manœuvre budgétaire disponible a permis de davantage étaler le rééquilibrage dans le temps. Dans les pays hors CCG, les mesures de rééquilibrage budgétaire ont suivi leur cours en 2017, notamment en Iran et en Iraq (dans le cadre du programme soutenu par le FMI).

Dans l'ensemble, les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP devraient poursuivre leur rééquilibrage budgétaire, bien qu'à un rythme moins soutenu. Toutefois, le fort accroissement des dépenses devrait creuser des déficits budgétaires beaucoup plus lourds en Algérie, où le rééquilibrage devrait reprendre en 2019, et en Iran.

Le rééquilibrage concerne aussi bien les recettes que les dépenses. Parmi les récentes mesures appliquées aux recettes, citons l'introduction, en janvier 2018, d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Les autres pays du CCG devraient leur emboîter le pas dans ce domaine cette année. De même, l'Iraq devrait appliquer des taxes sur les ventes et des droits d'accise sur certains biens et services en 2018. Cependant, les pays pourraient aller plus loin dans la mobilisation des recettes non pétrolières, la mise en œuvre de la TVA chez les autres pays membres du CCG constituant une priorité essentielle.

S'agissant des dépenses, l'amélioration de l'efficience des dépenses publiques représente également une priorité. Les indicateurs d'efficience des investissements publics laissent apparaître qu'en moyenne, les exportateurs de pétrole de la région MOANAP se montrent plus performants que les pays émergents, mais il existe un fossé de taille avec les pays avancés.

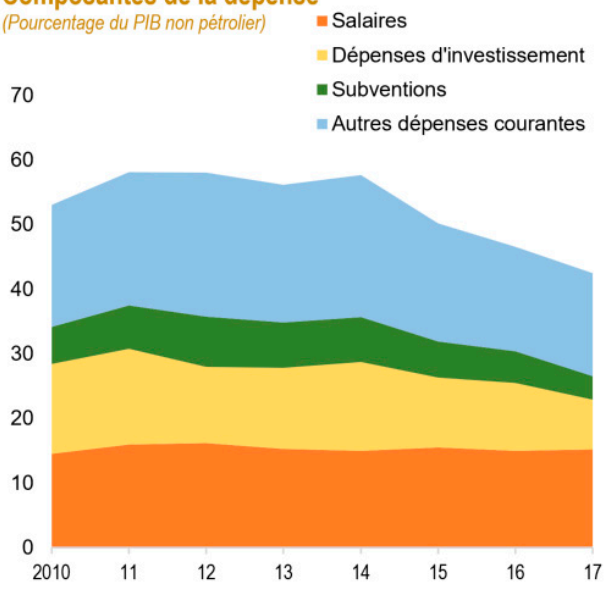
Graphique 1.3
Variation des dépenses et des recettes hors pétrole
(Pourcentage du PIB non pétrolier, variation par rapport à l'année précédente, moyenne simple sur l'ensemble des pays)



Source : calculs des services du FMI.
¹ La série sur les recettes non pétrolières du Conseil de coopération du Golfe (CCG) exclut le Koweït en raison de discontinuités dans ses séries liées aux versements d'indeminisations de la part des Nations Unies.
² Inclut l'Algérie, l'Iran et l'Iraq.

Il serait possible d'accroître l'efficience des dépenses en maîtrisant les masses salariales élevées de la fonction publique, qui prennent le pas sur d'autres postes essentiels (graphique 1.4 ; encadré 1.1). Sans réformes structurelles complémentaires, les mesures prises à ce jour (entre autres le gel temporaire des embauches) pourraient se révéler difficiles à maintenir sur la durée.

Graphique 1.4
Composantes de la dépense
(Pourcentage du PIB non pétrolier)



Source : calculs des services du FMI.

Parmi les autres réformes nécessaires, citons de nouvelles mesures en vue de l'élimination totale des subventions à l'énergie ainsi que des changements à apporter aux régimes de retraite et de sécurité sociale, notamment une révision de l'âge du départ à la retraite et des prestations. Toutefois, afin de ne pas trop toucher les plus vulnérables et de préserver l'équité, ces réformes doivent être accompagnées de mécanismes de protection sociale plus performants et mieux ciblés, et d'une amélioration des services publics en termes de prestation et d'accès.

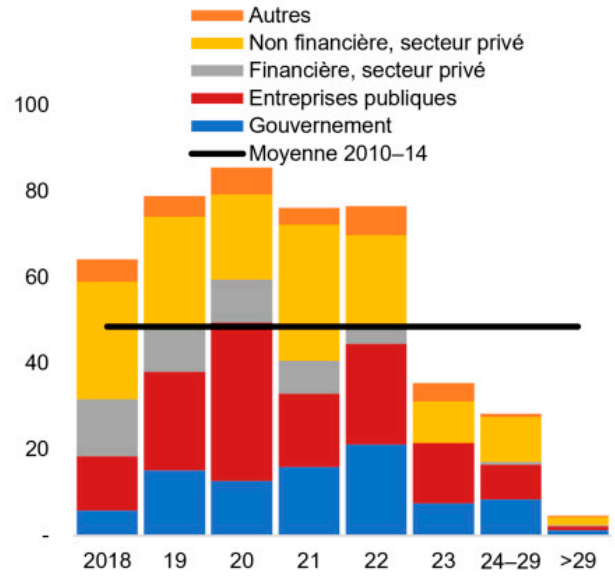
Des risques majeurs en termes de financement et de budget ?

Bien que la dette publique de la plupart des exportateurs de pétrole de la région MOANAP reste gérable, son ***accumulation rapide*** dans nombre d'entre eux suscite des inquiétudes. En moyenne, la dette a augmenté de 10 points de pourcentage du PIB chaque année depuis 2013. Les pays financent leurs lourds déficits en combinant ponctions dans les volants de sécurité (s'ils existent), et accroissement de l'emprunt intérieur et à l'étranger (voir le chapitre 1 des *Perspectives économiques régionales du Moyen-Orient et de l'Asie centrale* d'octobre 2017*)*. À l'avenir, plusieurs facteurs sont susceptibles de maintenir la tendance haussière de la dette dans les pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP. Il s'agit du ralentissement du rythme du rééquilibrage budgétaire, de la timidité des projections de croissance et de la possibilité de voir le coût du financement augmenter suite au tour de vis monétaire attendu dans les pays avancés.

Compte tenu des besoins de financement qui se profilent — les déficits budgétaires cumulés devraient atteindre 294 milliards de dollars sur la période 2018–22, contre 71 milliards de dollars pour les amortissements de dettes publiques sur la même fenêtre —, les pays sont de plus en plus vulnérables à un resserrement soudain des conditions financières internationales. Prenons par exemple les besoins de financements bruts pour 2018. En cas de hausse de 200 points de base des taux d'intérêts, les pays exportateurs de la région MOANAP verraient leurs paiements d'intérêts augmenter de 0,1 à 0,6 % du PIB par an, ce qui ne ferait qu'aggraver les difficultés budgétaires existantes. Il convient d'ajouter à cela les quelque 312 milliards de dollars de dette internationale non émise par l'État (dont près de 40 % sont à mettre sur le compte d'entreprises publiques) arrivant à échéance sur les cinq

prochaines années. L'impact budgétaire pourrait donc être encore plus prononcé si, de surcroît, les pays subissaient un arrêt soudain de l'accès aux marchés internationaux, synonyme de matérialisation des passifs budgétaires conditionnels (graphique 1.5).

Graphique 1.5
Profil d'amortissement de la dette extérieure[1]
(Milliards de dollars, moyenne annuelle)

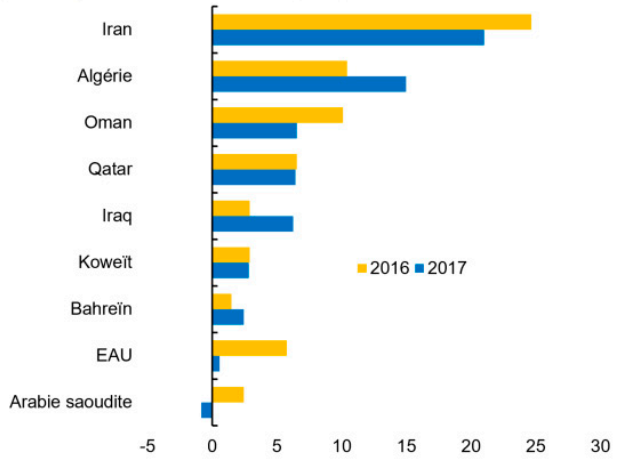


Sources : Dealogic ; calculs des services du FMI.
[1]Y compris obligations et prêts syndiqués.

Des banques robustes, mais une croissance du crédit en berne

Malgré le ralentissement de l'activité économique sur la période 2016–17, les secteurs financiers se sont globalement montrés résilients. Cependant, ***la croissance du crédit reste atone dans la plupart des pays***, ce qui reflète en partie la faiblesse des dépenses des ménages, des pouvoirs publics et des entreprises publiques, ainsi qu'une baisse de la confiance (graphique 1.6). Face à cette situation, certaines mesures ont été prises afin de faciliter l'accès au financement. Aux Émirats arabes unis par exemple, l'ouverture d'un registre de crédit a aidé les banques à mieux gérer les risques de crédit. D'autres mesures ont également été mises en œuvre. En Arabie saoudite, les restrictions imposées aux investisseurs étrangers sur les marchés des capitaux ont été assouplies et la quotité du prêt pour les primo-accédants a été relevée. Si ces réformes ne sont pas une conséquence directe de la croissance poussive du crédit, elles pourraient contribuer à accélérer la reprise. Pour améliorer la confiance et promouvoir le crédit, les pays devraient également renforcer les droits juridiques des emprunteurs et des prêteurs, et améliorer la disponibilité des informations en matière de crédit. En Iran, les effets de la croissance rapide du crédit dans les activités non pétrolières se sont atténués, car les prêts improductifs continuent d'augmenter.

Graphique 1.6
Crédit au secteur privé
(Pourcentage, croissance annuelle en fin de période)



Sources : autorités nationales par le biais de Haver Analytics ; base de données des statistiques financières internationales du FMI ; calculs des services du FMI.

Les taux interbancaires ont continué de monter sous l'effet du tour de vis monétaire couplé à celui donné aux États-Unis, mais les écarts de rendement observés sur les obligations souveraines se sont resserrés, car le redressement des prix du pétrole a apporté de l'oxygène aux trésors publics. La croissance des dépôts demeure lente, mais elle s'est globalement révélée stable dans l'ensemble des pays membres du CCG. Si la rentabilité des banques s'est inscrite en baisse en raison de la contraction de leurs marges dans de nombreux pays, les prêts improductifs ne constituent pas une source d'inquiétude significative dans l'ensemble. En Algérie, l'accumulation d'arriérés de l'État a entraîné une

augmentation des prêts improductifs, mais ceux-ci devraient diminuer à mesure que les arriérés seront remboursés. En revanche, les systèmes bancaires iranien et iraquien restent confrontés à de nombreuses difficultés, qui feront l'objet de réformes, dont la mise en œuvre est prévue cette année. ***Les marchés financiers*** de la région ont été modérément touchés par la récente vague de volatilité sur les marchés d'actifs internationaux. Cela semble indiquer que la région n'est pas isolée des évolutions financières internationales, et souligne l'importance d'une amélioration de la réglementation et de la surveillance prudentielles.

Accélération du programme de réformes structurelles

Compte tenu de la timidité des perspectives de croissance au regard de leurs niveaux historiques, il est primordial d'accélérer le programme de réformes structurelles et de transiter vers un nouveau modèle de croissance faisant la part belle à la diversification et au développement du secteur privé. Les réformes portant sur le marché du travail et l'éducation, qui stimulent la productivité et engendrent des opportunités pour tous, joueront un rôle essentiel. Des progrès de taille ont été réalisés, mais il reste encore du chemin à parcourir. Par exemple, les Émirats arabes unis poursuivent leurs investissements dans l'éducation et l'innovation, et la récente introduction d'une nouvelle loi encadrant la faillite des entreprises va encore rasséréner le climat des affaires. De son côté, l'Iran met en place des programmes de stimulation de la création d'emploi pour les jeunes et les femmes. Quant au Bahreïn, il a instauré un système de protection des salaires et de grandes mesures destinées à accroître la flexibilité des emplois pour les expatriés. Désireux de promouvoir le tourisme, le Qatar a récemment annoncé un programme d'entrée sans visa sur son territoire. Il a également introduit une nouvelle loi visant à renforcer la protection des travailleurs expatriés. Mais ces réformes doivent être accompagnées d'une amélioration de la transparence et de la responsabilisation, et d'une consolidation des institutions et de la gouvernance. Comme l'ont reconnu les dirigeants politiques à Marrakech (encadré 1.2), il sera primordial de s'engager à mener ces réformes à bien pour obtenir une croissance plus robuste et plus inclusive.

Les aléas restent de nature baissière

Dans l'ensemble, le solde des aléas entourant les perspectives reste baissier. Les ***perspectives des cours du pétrole*** sont marquées par une grande incertitude (voir la section *Évolutions mondiales*). Chaque baisse de 10 dollars du baril de brut se traduit instantanément par une détérioration de l'ordre de 3 points de pourcentage du PIB sur la balance des paiements des exportateurs de pétrole de la région MOANAP (hors Libye et Yémen). Outre l'impact budgétaire direct déjà évoqué, ***le resserrement des conditions financières, plus appuyé que prévu,*** pourrait également être à l'origine de corrections brutales des marchés financiers et des prix des actifs, lesquelles exercent une pression sur la qualité des actifs des banques. Cela pourrait affecter la croissance du crédit et ralentir l'activité économique dans la région. Cette dernière souffrirait également si un relèvement des droits de douane ou un glissement vers des ***politiques de repli*** venait perturber le commerce et l'investissement à l'échelle mondiale, ou se traduisait par une baisse des cours du pétrole. Au niveau régional, ***les risques de conflits et de tensions géopolitiques*** persistent. De plus, l'engagement à mettre en œuvre des mesures budgétaires et des réformes structurelles capitales pourrait faiblir, compte tenu de la hausse constatée des cours du pétrole. À l'inverse, en maintenant leur engagement à assainir les finances publiques, à un rythme toutefois plus modéré, les gouvernements pourraient stimuler la confiance des investisseurs et renforcer la croissance.

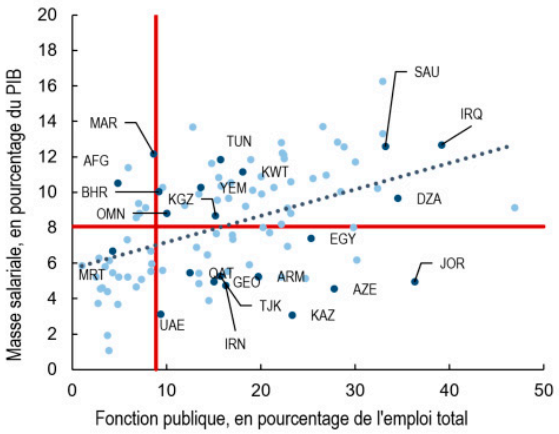
Encadré 1.1. Créer un espace budgétaire : de l'intérêt de réformer les masses salariales de la fonction publique dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan[1]

Les pays de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) doivent promouvoir une croissance plus robuste et plus inclusive, et créer des emplois pour leurs populations, qui se caractérisent par leur jeunesse et leur accroissement rapide (voir encadré 1.2). Or, de nombreux pays ont subi une contraction spectaculaire de leur espace budgétaire disponible pour les investissements publics dans les infrastructures et le capital humain.

Graphique 1.1.1

Masses salariales et fonction publique, 2005-16[1]

(Pourcentage, moyenne)



Sources : base de données des Perspectives de l'économie mondiale du FMI ; autorités nationales ; enquêtes sur les mains-d'oeuvre nationales ; données de l'Organisation internationale du travail ; estimations des modèles des services du FMI.
Note : les abbréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). La couverture (120 pays dans le monde) varie en fonction des périodes. Les lignes rouges représentent les moyennes pondérées des pays émergents et en développement.

La plupart des pays de la région ont traditionnellement recours aux politiques d'embauche et de rémunération dans la fonction publique pour atteindre une large palette d'objectifs socioéconomiques, notamment l'emploi et la redistribution de la richesse. Cette stratégie a eu pour effet de gonfler les masses salariales du secteur public et de porter le volume des fonctionnaires à des niveaux élevés par rapport aux autres pays du monde. De plus, les rémunérations offertes aux fonctionnaires publics sont généralement bien supérieures à celles des salariés dans le privé. Par exemple, l'écart entre les salaires moyens dans le public et dans le privé se situe aux environs de 200 % dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe.

Pourtant, malgré le niveau élevé des masses salariales de la fonction publique, la région reste à la traîne en termes de résultats socioéconomiques. Le chômage demeure élevé et les rémunérations exagérément généreuses du secteur public ont faussé la donne sur les marchés du travail. L'efficacité de l'État est inférieure à celle d'autres pays, et l'environnement économique et réglementaire a étouffé l'activité du secteur privé. Des tests comparables à l'échelle internationale montrent que l'éducation est aussi un cran en dessous, et que la qualité du système de santé publique et l'accès à ce dernier laissent à désirer.

Complémentaires à d'autres réformes, telles que celles sur les subventions à l'énergie et la justice fiscale, celles portant sur la masse salariale de la fonction publique peuvent permettre d'accroître les investissements consacrés à l'infrastructure et à la protection sociale. En plus d'améliorer l'efficience et la qualité des prestations de service public, et de supprimer les distorsions du marché du travail, ces mesures peuvent encourager la croissance et la création d'emploi dans le privé, générant ainsi une source d'emploi plus durable pour les millions de jeunes entrant chaque année sur le marché du travail.

Encadré 1.1 *(suite)*

Les dirigeants politiques ont déjà commencé à évaluer les masses salariales de leurs secteurs publics respectifs dans le cadre de réformes budgétaires. Certains pays, parmi lesquels l'Algérie, l'Égypte, l'Iraq, le Maroc et la Tunisie, ont pris des mesures, telles que le gel des salaires et des embauches, afin d'ajuster l'emploi et les rémunérations dans le public. Cela dit, les expériences d'autres pays dans le monde montrent qu'il est difficile de maintenir les bienfaits de ces mesures sur le moyen terme.

S'ils veulent obtenir des effets à long terme, les pays doivent mettre en œuvre des réformes plus profondes. Celles-ci pourraient 1) veiller à ce que les politiques d'emploi et de rémunération dans le public soient viables sur le plan budgétaire en identifiant les facteurs qui animent la masse salariale de la fonction publique et en les inscrivant dans les plans budgétaires à moyen terme ; 2) centrer les politiques de rémunération et d'emploi sur la fourniture efficace et équitable de services publics de qualité, en procédant à des revues des dépenses sectorielles et en renforçant les mécanismes d'acheminement des services publics ; et 3) renforcer les institutions et les données, y compris en ce qui a trait au contrôle des primes et des prestations, et en établissant un lien entre la rémunération et les résultats.

La programmation des réformes de la masse salariale de la fonction publique doit refléter les caractéristiques propres à chaque pays et viser à constituer des synergies avec d'autres politiques. Pour assurer une transition aussi fluide que possible, les réformes devraient prévoir dès le début des analyses d'impact social, et aller de pair avec des mesures destinées à renforcer la protection sociale, et il faudrait renforcer le secteur priver en à diversifiant l'économie, consolidant la gouvernance, et en améliorant le climat des affaires et le fonctionnement du marché du travail.

---

[1] Cet encadré a été préparé par Gaëlle Pierre, sur la base de Tamirisa, Duenwald et al. (2018).

Encadré 1.2. Un plan d'action pour une croissance inclusive dans la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan[1]

La région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) suscite une immense promesse. Pourtant, ses performances sont entravées par la persistance de conflits régionaux, le bas niveau des prix des produits de base, la faiblesse de la productivité et une gouvernance déficiente. Depuis 2011, la croissance régionale s'établit à trois quarts de la moyenne de la décennie précédente, un taux insuffisant pour permettre une réduction significative du chômage. Le taux de chômage chez les jeunes s'élève au niveau ahurissant de 25 % et les femmes ont trois fois moins de chances de chercher un emploi. Si elle compte tirer profit de la reprise de l'économie mondiale, la région doit accélérer ses réformes afin de stimuler la croissance et la création d'emploi, et d'exploiter le talent de ses jeunes et ses femmes.

Lors de la conférence « Opportunité pour tous » organisée au Maroc en janvier 2018, il a été question des moyens d'identifier de nouvelles sources de croissance et des mesures à prendre afin de rendre la croissance plus inclusive et davantage porteuse d'emplois. Coorganisé par le Maroc, le Fonds arabe pour le développement économique et social, le Fonds monétaire arabe et le FMI, cet événement a rassemblé plus de 400 représentants des secteurs officiel et privé, de la jeunesse et de la société civile. Les participants ont convenu de dresser une liste de priorités synthétisées dans l'*Appel à l'action de Marrakech.* Cet accord incite les pays à agir dès à présent (« **ACT NOW** ») dans les domaines suivants :

- Responsabilisation : accroître la transparence et renforcer les institutions afin d'améliorer la gouvernance, de combattre la corruption et d'assumer la responsabilité de politiques inclusives.
- Concurrence : rendre le secteur privé plus dynamique en améliorant l'accès aux services financiers et le climat des affaires, en réduisant les barrières et en allégeant les formalités administratives.
- Technologie et commerce : tirer parti de la technologie et favoriser le commerce pour produire de nouvelles sources de croissance, créer des emplois et encourager la prospérité.
- Lutte contre la marginalisation : mettre en place des dispositifs solides de protection sociale et renforcer les droits juridiques afin d'autonomiser les populations défavorisées, notamment les jeunes, les femmes, les ruraux et les réfugiés.
- Opportunité : accroître les dépenses sociales et les investissements, améliorer leur qualité et rendre la fiscalité plus équitable afin de stimuler la croissance, d'améliorer le sort des citoyens et de partager plus équitablement l'effort de réforme.
- Travailleurs : investir dans l'humain et réformer l'éducation pour préparer les travailleurs à la nouvelle économie.

Les participants ont également reconnu l'importance de la communauté financière internationale dans ce processus. La création d'une croissance plus robuste et inclusive relève de la responsabilité de tous. Elle revêt une importance fondamentale non seulement pour la région, mais aussi pour le reste du monde. Il sera nécessaire de faire davantage appel à des financements externes, de préférence sous la forme de dons, pour aider la région, en particulier les pays qui sortent d'un conflit et les populations déplacées par la guerre.

Encadré 1.2 *(suite)*

Si l'on se projette vers l'avenir, il va de soi que la concrétisation de l'*Appel à l'action de Marrakech* passera par des mesures significatives, qui devront être parfaitement assimilées par l'ensemble des parties et susciter leur mobilisation. Les participants à la conférence ont reconnu que si des progrès ont été réalisés au cours des dernières années, ils ne sont pas suffisants. L'*Appel à l'action de Marrakech* guidera l'engagement du FMI auprès des dirigeants et des autres parties prenantes de la région, ainsi que ses travaux analytiques. Le FMI travaillera en étroite collaboration avec ses pays membres, les représentants de la société civile et du secteur privé, et les institutions financières internationales pour faciliter la mise en œuvre des réformes dans la région, le but étant d'améliorer la croissance et le niveau de vie, et de générer un avenir plus prometteur.

_____

[1] Préparé par Peter Kunzel.

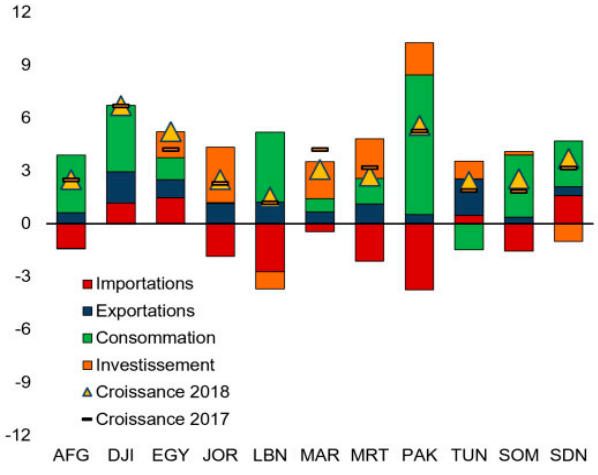
Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : les risques menaçant la reprise persistent

Le redressement de la croissance dans les pays importateurs de pétrole de la région Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan (MOANAP) devrait se poursuivre en 2018, sous l'effet combiné des réformes en cours, du regain de confiance dans certains pays et de la progression continue de la demande extérieure. Si les perspectives demeurent globalement positives, avec un léger rebond de l'activité économique prévu pour 2019, elles ont été revues à la baisse pour la plupart des pays par rapport aux prévisions établies dans les Perspectives économiques régionales *d'octobre 2017, et les aléas restent de nature baissière. De plus, la croissance devrait demeurer trop faible pour fournir assez d'emplois à une population active en pleine expansion. Pour atteindre une croissance reposant sur une large assise et bénéfique pour tous, il conviendra d'accélérer les réformes structurelles qui améliorent le climat des affaires et stimulent la productivité. Par ailleurs, il demeure primordial de procéder à un rééquilibrage budgétaire qui préserve les dépenses sociales et les investissements indispensables tout en assurant la stabilité.*

La reprise de la croissance reste fragile

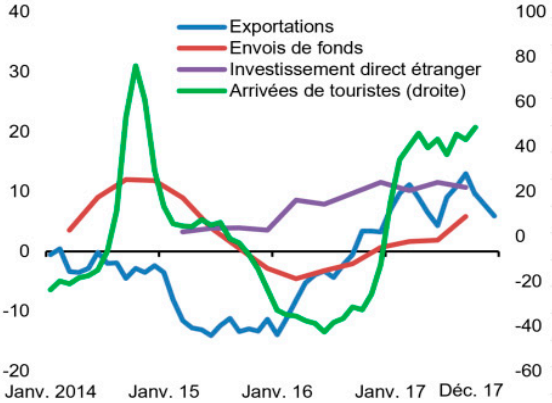
Selon les estimations, ***la croissance régionale*** a atteint 4,2 % en 2017. Elle devrait poursuivre sa progression pour atteindre 4,7 % cette année et 5 % en moyenne sur la période 2019–23, certains pays affichant des taux nettement plus élevés (graphique 2.1). La poursuite du renforcement des perspectives dans la zone euro (voir la section *Évolutions mondiales*) va continuer d'appuyer l'activité économique par le biais des exportations, des envois de fonds, de l'investissement direct étranger et du tourisme (graphique 2.2). Toutefois, la persistance des conflits et leurs répercussions dans la région, les inquiétudes en matière de sécurité, le niveau plus faible que prévu de l'investissement public

Graphique 2.1
Croissance, 2018 : la consommation accompagnée par les exportations et l'investissement
(Contributions à la croissance du PIB réel, pourcentage)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abbréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 2.2
La demande extérieure tire la croissance
(Moyenne mobile sur trois mois, pourcentage de variation par rapport à la même période de l'année précédente)



Sources : autorités nationales ; base de données des statistiques financières internationales du FMI ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : les abbréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). Pays concernés par les arrivées de touristes : EGY, JOR et MAR. Pays concernés par les exportations : AFG, DJI, EGY, JOR, LBN, MRT, MAR, PAK, SDN, SYR et TUN. Pays concernés par les envois de fonds : EGY, JOR, MAR, TUN et PAK. Pays concernés par l'investissement direct étranger : EGY, MAR et PAK. Calculé sous la forme de variations trimestrielles.

(Afghanistan, Jordanie), les retards dans la mise en œuvre et l'achèvement des réformes structurelles (Jordanie, Maroc, Pakistan, Tunisie), et l'incertitude politique et stratégique (Liban, Pakistan) continuent de plomber la croissance. Dans l'ensemble, les perspectives ont été légèrement revues à la baisse par rapport aux *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2017.

Les ***perspectives pour l'Égypte se sont améliorées*** par rapport aux projections d'octobre 2017. Dans le cadre du programme soutenu par le FMI, le regain de confiance stimule la consommation des ménages et l'investissement, et s'ajoute à la progression des exportations et du tourisme. La croissance sur l'exercice budgétaire 2018 devrait atteindre 5,2 % (contre 4,2 % l'an dernier) et poursuivre son accélération pour se situer à 5,5 % lors de l'exercice 2019, portée par l'augmentation de la production de gaz. Grâce à une amélioration de l'approvisionnement énergétique, aux investissements liés au Corridor économique Chine-Pakistan et au dynamisme du crédit, la croissance estimée du ***Pakistan*** s'est hissée à 5,6 % lors de l'exercice budgétaire 2018, contre 5,3 % l'an dernier. Toutefois, les perspectives ont été affaiblies par un accroissement des vulnérabilités macroéconomiques et des dérapages de la politique intérieure, les projections tablant désormais sur une croissance modérée de 4,7 % lors de l'exercice 2019.

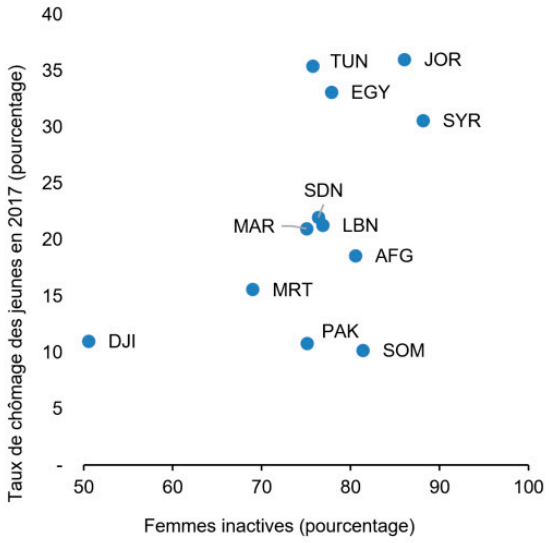
Les ***perspectives de croissance pour les autres pays sont plus modestes.*** La croissance au Soudan devrait passer de 3,2 % en 2017 à 3,7 % cette année. Le renforcement de l'optimisme engendré par la levée des sanctions commerciales et financières imposées par les États-Unis en octobre 2017 y a stimulé la demande intérieure et encouragé les flux d'investissements étrangers. Cependant, la persistance de difficultés budgétaires et extérieures devrait provoquer un ralentissement de la croissance à 3,5 % en 2019. Forte d'une reprise de l'agriculture, des exportations de produits manufacturés et du tourisme, la Tunisie devrait voir sa croissance passer de 1,9 % en 2017 à 2,4 % en 2018, malgré une baisse de la production de phosphate. La croissance devrait poursuivre son accélération pour se porter à 2,9 % en 2019. En Jordanie, la croissance va légèrement augmenter, de 2,3 % en 2017 à 2,5 % en 2018, avant d'atteindre 2,7 % en 2019. Elle devrait être freinée par les retards dans la mise en œuvre des réformes structurelles, un contexte régional délicat, et une marge de manœuvre réduite pour les investissements publics compte tenu de tensions budgétaires. En Mauritanie et au Maroc, la croissance va fléchir à 2,7 et 3,1 % respectivement en 2018 (contre 3,2 et 4,2 % respectivement en 2017) en raison de l'impact de la sécheresse sur l'agriculture. Néanmoins, un rebond à 4,5 % pour la Mauritanie et à 4 % pour le Maroc se profile pour 2019.

Les perspectives de croissance pour les ***pays en situation de conflit*** restent moroses. L'impact des conflits régionaux sur la confiance, le commerce, le tourisme, l'investissement et l'immobilier va entraver la reprise au Liban. La croissance devrait passer de 1,2 % en 2017 à 1,5 % en 2018 puis à 1,8 % en 2019. Bien qu'en progression, la croissance en Somalie et en Afghanistan reste fragile, la sécheresse et les problèmes de sécurité continuant de pénaliser l'activité économique.

Une croissance trop faible pour créer les emplois nécessaires

Avec une moyenne de 4,9 % sur la période 2018–22, les taux de croissance restent trop faibles pour exercer un réel effet à la baisse sur le **chômage**, en particulier chez les jeunes (graphique 2.3 ; encadré 1.2). Compte tenu d'une croissance annuelle de la population active prévue de 2,2 % au cours des cinq prochaines années, les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP auraient besoin d'une croissance annuelle du PIB de 6,2 % pour maintenir le taux de chômage à son niveau actuel de 10 %[1]. Pour stimuler la croissance, les gouvernements devront accélérer le rythme des ***réformes structurelles***, ce qui permettra au secteur privé de prospérer et de générer les emplois nécessaires. Cela est fondamental, car, compte tenu de l'ampleur des vulnérabilités budgétaires des pays, le secteur public n'a pas la capacité d'absorber les nouveaux arrivants sur le marché du travail (voir l'encadré 1.1 du chapitre 1). Le processus de réformes pourrait, toutefois, être ralenti par des élections à venir (Liban, Mauritanie, Pakistan, Tunisie) et par un environnement politique plus complexe. De plus, le niveau élevé de la perception de la corruption et le manque de transparence (FMI, à paraître) dans plusieurs pays pourraient non seulement influencer directement les résultats macroéconomiques en réduisant l'investissement et la productivité, mais aussi accentuer les tensions sociales et entraver les réformes.

Graphique 2.3
Taux de chômage des jeunes et part de femmes inactives, 2017



Sources : Indicateurs du développement dans le monde de la Banque mondiale ; calculs des services du FMI.
Note : les abbréviations de ce graphique correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation (ISO)

Les pays de la région prennent progressivement des mesures destinées à améliorer ***la gouvernance et la transparence***. Par exemple, le Soudan a chargé des auditeurs externes d'examiner les politiques publiques. L'Afghanistan a promulgué une législation qui criminalise la corruption, tandis que le Maroc, la Tunisie et la Somalie sont en train de mettre en œuvre des lois anti-corruption. Les gouvernements déploient également des efforts destinés à consolider ***le climat des affaires***, comme au Pakistan, où le cadre régissant les faillites a récemment été renforcé.

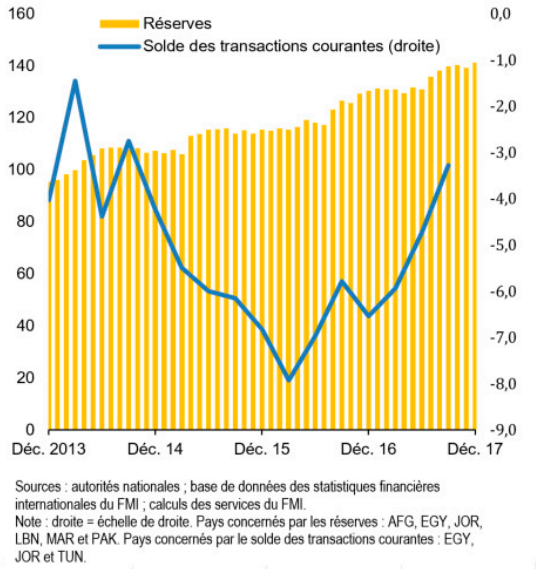
Toutefois, comme cela a été souligné lors des récents ***débats au Maroc*** (encadré 1.2), des efforts restent à accomplir pour améliorer la responsabilisation du secteur public, favoriser le dynamisme du secteur privé et garantir l'égalité d'accès aux opportunités.

[1] L'élasticité de la croissance du PIB par rapport à l'emploi utilisée pour les importateurs de pétrole de la région MOANAP est de 0,39 (Crivelli, Furceri et Toujas-Bernate, 2012).

La position extérieure et les finances publiques s'améliorent, mais des vulnérabilités budgétaires demeurent

En déclin depuis trois ans, ***les exportations*** des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP ***ont progressé*** de 6,4 % en 2017. L'accélération devrait se poursuivre en 2018 (8,4 %) et en 2019 (8,6 %). Cette tendance trouve son origine dans le redressement de la demande extérieure, le passage à des taux de change plus flexibles (Égypte, Pakistan, Tunisie), des progrès en matière de compétitivité (Maroc, Tunisie), et un rebond des prix des phosphates (Maroc, Tunisie), des métaux (Mauritanie) et du coton (Pakistan). A l'inverse, malgré l'impact de la hausse des cours du pétrole par rapport à 2017, ***la croissance des importations devrait ralentir*** à 4,8 % en 2018 (contre 6,8 % en 2017) et rester globalement stable à 5,5 % sur le moyen terme. Cette compression des importations tient en partie au ralentissement anticipé des flux de capitaux entrants pour des projets d'infrastructure (Djibouti, Mauritanie, Pakistan). Le déficit courant de la région devrait donc baisser pour passer de 6,5 % du PIB en 2017 à 6,2 % en 2018 puis 5,7 % en 2019. Cependant, ces performances auraient encore pu être supérieures si les cours du pétrole étaient restés aux niveaux anticipés en octobre.

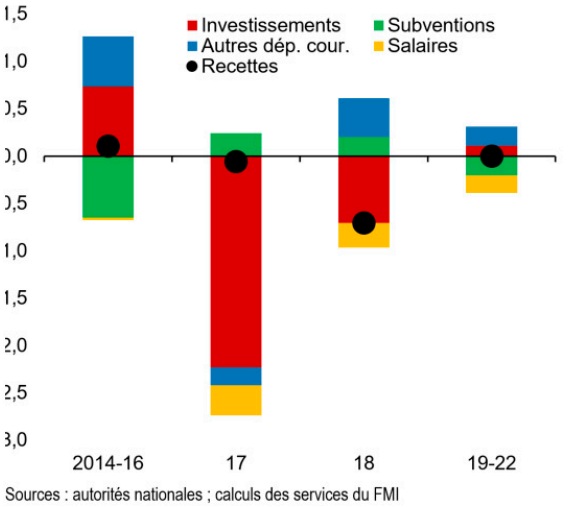
Graphique 2.4
Réserves et solde des transactions courantes des banques centrales
(Milliards de dollars)



Sources : autorités nationales ; base de données des statistiques financières internationales du FMI ; calculs des services du FMI.
Note : droite = échelle de droite. Pays concernés par les réserves : AFG, EGY, JOR, LBN, MAR et PAK. Pays concernés par le solde des transactions courantes : EGY, JOR et TUN.

L'intensification des ***entrées de capitaux*** (Égypte, Maroc), y compris sous la forme d'émissions obligataires internationales (Égypte, Jordanie, Tunisie) et de subventions octroyées par des gouvernements étrangers (Afghanistan, Somalie), a amplifié l'impact de l'augmentation de la demande extérieure ***en contribuant à renforcer les réserves*** dans la plupart des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP (graphique 2.4). Au niveau régional, les réformes des subventions, la diminution des dépenses d'équipement et le renforcement de la mobilisation des recettes contribuent à l'amélioration de la ***situation des finances publiques*** : le déficit est passé de 6,8 % du PIB en 2016 à 6,5 % en 2017 et 5,9 % en 2018. D'autres ajustements budgétaires sont à prévoir (graphique 2.5). Ils concernent des efforts destinés à relever ou harmoniser les taxes sur la valeur ajoutée (Égypte), à supprimer ou réduire les exonérations (Jordanie, Maroc), à corriger des

Graphique 2.5
Variations des dépenses et des recettes publiques
(Pourcentage du PIB, variation/année précédente, moy. simples)

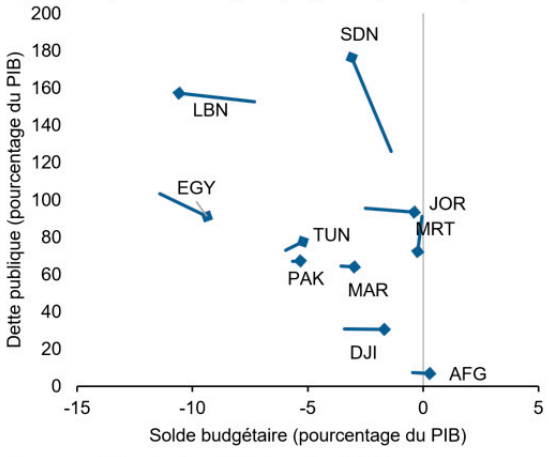


Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI

failles, à renforcer l'administration, et à réformer les régimes d'imposition du revenu et des entreprises (Jordanie, Maroc). Dans le cadre de programmes soutenus par le FMI, l'Égypte et la Tunisie devraient réaliser des ajustements favorables à la croissance et à la composante sociale à hauteur de 2 et 0,7 points de pourcentage du PIB respectivement. Ces efforts se traduiront par une augmentation des impôts et l'adoption de nouvelles mesures destinées à réduire les subventions, tout en maintenant un niveau minimal de dépenses sociales.

Cependant, ***les niveaux de la dette publique restent élevés,*** et dépassent 80 % du PIB dans plusieurs pays (Égypte, Liban, Soudan ; graphique 2.6). Dans de telles proportions, la dette constitue un immense fardeau pour l'économie, le service de la dette prenant le pas sur les dépenses favorables à la croissance. Par exemple, les paiements d'intérêts se situent, en moyenne, entre 5 et 10 % du PIB pour l'Égypte et le Liban. Par ailleurs, ces encours colossaux ne font qu'accentuer les vulnérabilités extérieures, compte tenu de la forte proportion de dette libellée en devises étrangères. Ce fardeau devrait

Graphique 2.6
Diminution des déficits budgétaires, 2017 et 2018
(Solde budgétaire et dette publique globaux, % du PIB)



Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : les abbréviations correspondent aux codes pays de l'Organisation internationale de normalisation. Le losange correspond à 2018 et le début de la flèche à 2017.

s'alourdir avec la hausse des coûts de financement liée au resserrement attendu de la politique monétaire dans les pays avancés, en particulier pour les pays de la région MOANAP où les déficits demeurent élevés (Égypte, Liban) et où la dette à refinancer à court terme est importante (Égypte). Ce constat souligne l'importance de poursuivre les efforts de réduction de la dette.

Les pressions inflationnistes s'atténuent et les secteurs financiers restent robustes

Les pressions inflationnistes dans la région ont diminué, l'***inflation restant globalement stable*** à environ 12 %. Cela s'explique essentiellement par l'atténuation de l'impact de facteurs ponctuels en Égypte et au Soudan et, dans certains cas, par un resserrement de la politique monétaire (Jordanie, Tunisie) ou une baisse des prix de l'alimentation (Maroc, Pakistan ; graphique 2.7).

Affichant traditionnellement des niveaux de prêts improductifs élevés, quoiqu'en baisse, les secteurs bancaires sont généralement restés stables, liquides et correctement capitalisés. ***La croissance du crédit reste relativement dynamique***, aucun changement majeur n'étant à signaler par rapport aux évolutions décrites dans les *Perspectives économiques régionales* d'octobre 2017. Plusieurs pays (Égypte, Liban, Jordanie, Pakistan) commencent à faire appel à la technologie financière (« fintech ») pour améliorer l'intégration financière.

Pour une meilleure résilience, les autorités doivent poursuivre le renforcement des ***cadres de réglementation et de surveillance*** (Djibouti, Mauritanie), renforcer leurs régimes d'insolvabilité et de faillite (Égypte, Jordanie, Maroc, Tunisie), et dans certains cas leurs dispositions relatives à l'assurance-dépôt (Égypte, Pakistan). Les autorités nationales doivent

Graphique 2.7
Inflation
(Variation annuelle en pourcentage)

Sources : autorités nationales ; calculs des services du FMI.
Note : pays concernés par l'IPC global : EGY, JOR, LBN, MAR, PAK, SDN, TUN.
IPC = indice des prix à la consommation.

également rester vigilantes et prêtes à adapter leurs dispositifs à de nouvelles sources de risques, au vu en particulier de l'expansion des fintech. Par ailleurs, les pays doivent renforcer leurs cadres de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ces démarches vont leur permettre de s'aligner sur les normes internationales (Afghanistan, Somalie, Soudan) afin de veiller à ce que les secteurs privés conservent leur accès aux services financiers.

Les aléas restent de nature baissière

Dans l'ensemble, *les* ***aléas*** restent de nature baissière :

- Une détérioration des conflits régionaux ou des conditions de sécurité, une intensification des tensions sociales intérieures ou encore une lassitude des réformes pourrait remettre en cause la mise en œuvre des politiques et des réformes, affaiblissant par là même l'activité économique.

- Les cours du pétrole devraient dépasser 60 dollars le baril en 2018-19, soit une hausse de 20 % par rapport à 2017. Si elle se poursuit, l'appréciation des cours pourrait porter préjudice à la consommation, accentuer les pressions budgétaires et aggraver les déséquilibres extérieurs dans la plupart des pays. Par exemple, une hausse de 10 dollars des cours du pétrole par rapport au scénario de référence creuserait la balance courante des pays importateurs de pétrole de la région MOANAP de 1 point de pourcentage du PIB.

- Un resserrement des conditions financières ou un accroissement de la volatilité pourrait alourdir le coût de l'emprunt pour les pays importateurs de pétrole de la région MOANAP. Cela renforcerait les inquiétudes entourant la viabilité des finances publiques, plomberait les bilans des banques et affaiblirait l'activité du secteur privé. Un éventuel resserrement pourrait être particulièrement préjudiciable pour des pays confrontés à d'importants besoins de financement sur le court terme. Si l'on tient compte des besoins de financement bruts pour 2018, un relèvement de 200 points de base des taux d'intérêt par rapport au scénario de référence augmenterait les coûts du financement de 0,9 point de pourcentage du PIB au Liban, 0,8 en Égypte et 0,7 au Pakistan. Par ailleurs, le resserrement des conditions financières internationales pourrait engendrer des sorties de capitaux, ce qui exercerait une pression sur les positions extérieures et les taux de change.

- Le relèvement des droits de douane et un glissement vers des politiques de repli pourraient diminuer le volume du commerce international ou impacter les prix des produits de base, car ils supprimeraient le soutien apporté par la demande extérieure.

Toutefois, les performances de certains pays pourraient dépasser les prévisions si l'activité de leurs principaux partenaires commerciaux venait à s'améliorer davantage que prévu.

Bibliographie

Tamirisa, N., C. Duenwald, and an IMF staff team. 2018. "Public Wage Bills in the Middle East and Central Asia." IMF Middle East and Central Asia Department Departmental Paper, International Monetary Fund, Washington, D.C.

Crivelli, E., Furceri, D., and J. Toujas-Bernate. 2012. "Can Policies Affect Employment Intensity of Growth? A Cross-Country Analysis." IMF Working Paper 12/218, International Monetary Fund, Washington, D.C.

International Monetary Fund (IMF). Forthcoming. "Opportunity for All: Promoting Growth and Inclusiveness in the Middle East and North Africa." Middle East and Central Asia Department Departmental Paper, Washington, D.C.

Région MOANAP : principaux indicateurs économiques, 2000–19

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Moyenne 2000–14	2015	2016	2017	Projections 2018	2019
MOANAP[1]						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,5	4,9	2,6	3,4	3,7
dont croissance non pétrolière	5,9	1,6	1,9	3,2	3,6	3,9
Solde extérieur courant	8,8	-4,0	-4,2	-0,9	0,5	-0,3
Solde budgétaire global	3,5	-8,6	-9,4	-5,6	-4,4	-3,5
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,1	5,6	4,7	6,3	8,2	6,8
Exportateurs de pétrole MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	5,0	1,9	5,4	1,7	2,8	3,3
dont croissance non pétrolière	6,6	0,3	0,8	2,6	3,2	3,4
Solde extérieur courant	12,6	-3,8	-3,6	1,2	3,0	1,8
Solde budgétaire global	6,7	-9,2	-10,6	-5,2	-3,8	-2,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,1	5,1	4,0	3,4	6,3	5,5
Exportateurs de pétrole MOANAP, hors pays en conflits						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	2,2	5,2	1,3	2,6	3,0
dont croissance non pétrolière	6,2	1,9	2,1	2,5	3,1	3,2
Solde extérieur courant	13,1	-3,1	-2,9	1,3	3,6	2,5
Solde budgétaire global	7,2	-7,8	-9,2	-4,9	-3,5	-2,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	6,9	4,9	4,5	3,6	6,5	5,7
Dont : Conseil de coopération du Golfe (CCG)						
PIB réel (croissance annuelle)	4,9	3,6	2,1	-0,2	1,9	2,6
dont croissance non pétrolière	6,9	3,5	1,6	1,8	2,7	2,7
Solde extérieur courant	16,5	-2,4	-3,4	2,1	4,3	3,1
Solde budgétaire global	9,7	-8,4	-10,8	-5,5	-3,4	-1,9
Inflation (moyenne annuelle, %)	2,8	2,0	2,1	0,2	3,6	2,5
Importateurs de pétrole MOANAP						
PIB réel (croissance annuelle)	4,3	3,8	3,7	4,2	4,7	4,6
Solde extérieur courant	-2,2	-4,4	-5,7	-6,5	-6,2	-5,7
Solde budgétaire global	-5,6	-7,2	-6,8	-6,5	-5,9	-5,2
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,6	6,8	6,2	12,4	12,2	9,5
MOAN[1]						
PIB réel (croissance annuelle)	4,8	2,4	4,9	2,2	3,2	3,6
dont croissance non pétrolière	6,1	1,3	1,5	2,9	3,3	3,8
Solde extérieur courant	9,5	-4,4	-4,6	-0,6	1,1	0,2
Solde budgétaire global	4,2	-8,9	-10,0	-5,6	-4,3	-3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	7,0	5,8	4,9	6,6	8,7	7,1
Monde arabe						
PIB réel (croissance annuelle)	5,1	3,2	3,1	1,7	3,0	3,5
dont croissance non pétrolière	6,4	2,3	1,1	2,6	3,2	3,7
Solde extérieur courant	10,6	-5,1	-6,1	-1,4	0,2	-0,7
Solde budgétaire global	4,7	-10,1	-11,3	-6,2	-4,8	-3,3
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,7	4,6	4,0	5,8	7,9	6,0

Sources : autorités nationales ; calculs et projections des services du FMI.

[1]Les données relatives à la période 2011-19 excluent la République arabe syrienne

Note : Les données se rapportent aux exercices pour les pays suivants : Afghanistan (21 mars/20 mars jusqu'en 2011, et 21 décembre/20 décembre par la suite), Iran (21 mars/20 mars) et Égypte et Pakistan (juillet/juin).

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Iraq, Koweït, Libye, Oman, Qatar et Yémen.

Pays du CCG : Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar.

Pays exportateurs de pétrole de la région MOANAP hors pays en conflits : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Iran, Koweït, Oman et Qatar .

Pays importateurs de pétrole de la région MOANAP : Afghanistan, Djibouti, Égypte, Jordanie, Liban, Maroc, Mauritanie, Pakistan, Somalie, Soudan, Syrie et Tunisie.

Monde arabe : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Mauritanie, Oman, Qatar, Somalie, Soudan, Syrie, Tunisie et Yémen.